



International Organization for Migration (IOM)
Organisation internationale pour les migrations (OIM)
Organización Internacional para las Migraciones (OIM)

C/106/5/Rev.1
DISTRIB. RESTREINTE

Original : anglais
8 octobre 2015

CONSEIL

Cent sixième session

RAPPORT DE SITUATION SUR LES CONTRIBUTIONS ASSIGNEES

RESTANT DUES A LA PARTIE ADMINISTRATIVE DU BUDGET

ET SUR LE DROIT DE VOTE DES ETATS MEMBRES

(au 30 septembre 2015)

**RAPPORT DE SITUATION SUR LES CONTRIBUTIONS ASSIGNEES
RESTANT DUES A LA PARTIE ADMINISTRATIVE DU BUDGET
ET SUR LE DROIT DE VOTE DES ETATS MEMBRES**

1. Le 30 septembre 2015, le total des contributions assignées restant dues pour 2014 et les années antérieures s'élevait à 2 822 600 francs suisses, dont 701 055 francs suisses correspondent au solde des échéanciers de paiement. Le montant total restant dû est comparable au solde constaté à la même date l'année dernière (30 septembre 2014), qui s'élevait à 2 616 068 francs suisses compte tenu de la reprise provisoire concernant le Brésil, comme il est décrit au paragraphe 2. La situation au 30 septembre 2015 est indiquée en annexe.

2. L'on se rappellera la décision prise par le Conseil en novembre 2014 concernant la question de la date d'admission du Brésil et celle des arriérés de paiement contestés, à hauteur de 3 950 185 francs suisses. Les consultations menées par les Membres pour trouver une solution mutuellement acceptable se poursuivent sous la responsabilité du Président du Conseil, qui fera dûment rapport aux Membres. Dans l'intervalle et concrètement, les montants contestés ont été provisoirement repris dans la comptabilité officielle et dans les tableaux joints, et les contributions versées par le Brésil à la partie administrative du budget correspondent aux sommes dues par ce pays à compter du 22 juin 2012. De même, pendant toute la durée des consultations, le 22 juin 2012 est provisoirement réputé être la date à partir de laquelle l'applicabilité de l'article 4 de la Constitution au Brésil est déterminée.

3. On trouvera à l'annexe I un tableau indiquant les contributions assignées restant dues, ainsi que les sommes à payer à l'Organisation. Des informations détaillées sur le droit de vote des Etats Membres et sur les échéanciers de paiement sont données à l'annexe II.

Etats Membres tombant sous le coup de l'article 4 de la Constitution

4. En ce qui concerne les Etats Membres en retard de paiement depuis deux années ou plus, l'Administration a le plaisir d'annoncer que, depuis la présentation du dernier rapport de situation sur les contributions assignées restant dues (document C/106/5 : Situation au 30 avril 2015), elle a reçu un versement de la République islamique d'Iran.

5. Au 30 septembre 2015, seize Etats Membres avaient perdu leur droit de vote (voir le paragraphe 9 pour des précisions terminologiques), contre neuf à la même date en 2014. Il s'agit des pays suivants : République centrafricaine, Tchad, Comores, Gabon, Gambie, Guinée-Bissau, Libéria, Mauritanie, Etats fédérés de Micronésie, Nauru, Niger, Sierra Leone, Somalie, Soudan du Sud, Soudan et Ouganda.

6. Au 30 septembre 2015, neuf Etats Membres tombaient sous le coup de l'article 4 de la Constitution (voir le paragraphe 10 pour des précisions terminologiques), contre huit à la même date en 2014. Il s'agit des pays suivants : Cabo Verde, Guatemala, Guinée, Jamaïque, Malawi, Rwanda, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Vanuatu et République bolivarienne du Venezuela.

Echéanciers de paiement

7. Aucun nouvel échéancier de paiement n'ayant été conclu, il reste sept Etats Membres ayant actuellement un échéancier de paiement.

8. Dans le cadre des efforts déployés sans relâche par l'Administration pour encourager le règlement des arriérés de paiement, le Directeur général rencontre tout au long de l'année les missions permanentes à Genève des Etats Membres visés. A ces occasions, l'Administration présente les principales caractéristiques et modalités de l'accord relatif à l'échéancier de paiement qui est généralement proposé, à titre principal, pour remédier à cette situation.

Terminologie

9. Les expressions « perte du droit de vote » et « a perdu son droit de vote » désignent la situation d'un Etat Membre qui n'a pas le droit de voter parce que le montant de ses arriérés de paiement au titre de ses contributions financières à l'Organisation est égal ou supérieur à la somme des contributions dues par lui pour les deux années écoulées, et dont la perte du droit de vote conformément à l'article 4 a pris effet l'année suivant celle au cours de laquelle le Conseil a été informé qu'il était en arriéré les deux années précédentes et qu'il l'est toujours dans la même mesure, sans que le Conseil ait maintenu ou rétabli son droit de vote en considération du fait que le défaut de paiement est imputable à des circonstances indépendantes de la volonté de l'Etat Membre.

10. L'expression « tombant sous le coup de l'article 4 » désigne la situation d'un Etat Membre dont le montant actuel des arriérés de paiement au titre de ses contributions financières à l'Organisation est égal ou supérieur à la somme des contributions dues par lui pour les deux années écoulées, et dont la perte du droit de vote conformément à l'article 4 de la Constitution de l'OIM devient effective une année plus tard si, à ce moment-là, il est encore redevable d'arriérés dans la même mesure. Cette expression ne désigne pas un Etat Membre dont la perte du droit de vote est devenue effective mais dont le droit de vote a été maintenu ou rétabli par le Conseil s'il apparaît que le défaut de paiement est dû à des circonstances indépendantes de la volonté de l'Etat Membre.

11. Le maintien ou le rétablissement par le Conseil du droit de vote d'un Etat Membre qui l'avait perdu, parce que le Conseil a constaté que le manquement est dû à des circonstances indépendantes de la volonté de l'Etat Membre, s'applique aux cas où celui-ci a conclu un échéancier de paiement avec l'Organisation pour s'acquitter de ses arriérés et qu'il est à jour dans les paiements au titre dudit échéancier, conformément à la décision du Conseil dans la résolution n° 1263 du 26 novembre 2013.

Annexe I

PARTIE ADMINISTRATIVE DU BUDGET
CONTRIBUTIONS ASSIGNEES RESTANT DUES
(en francs suisses)

Situation au 30 septembre 2015						
Etats Membres	2014	2013	Années antérieures	Total	2015	Total général
Afghanistan						
Albanie					4 769	4 769
Algérie						
Angola						
Antigua-et-Barbuda	7			7	937	944
Argentine					206 741	206 741
Arménie						
Australie						
Autriche						
Azerbaïdjan						
Bahamas						
Bangladesh					4 769	4 769
Bélarus						
Belgique					477 570	477 570
Belize	451			451	468	919
Bénin						
Bolivie (Etat plurinational de) ¹			72 205	72 205	4 301	76 506
Bosnie-Herzégovine						
Botswana						
Brésil	1 026 966			1 026 966	1 404 008	2 430 974
Bulgarie						
Burkina Faso						
Burundi					468	468
Cabo Verde*	451	433		884	468	1 352
Cambodge						
Cameroun	95			95	5 749	5 844
Canada						
République centrafricaine [#]	451	433	866	1 750	468	2 218
Tchad [#]	902	867	867	2 636	937	3 573
Chili						
Colombie					123 957	123 957
Comores [#]	451	433	433	1 317	468	1 785
Congo					40	40
Costa Rica						
Côte d'Ivoire						
Croatie						
Chypre					22 484	22 484
République tchèque						
République démocratique du Congo						
Danemark						
Djibouti	447			447	468	915
République dominicaine ¹			388 263	388 263	21 547	409 810
Equateur	19 893			19 893	21 036	40 929
Egypte						
El Salvador						
Estonie						
Ethiopie					4 769	4 769
Fidji	1 393			1 393	1 448	2 841
Finlande						
France					2 676 435	2 676 435
Gabon [#]	9 221	5 989	51 457	66 667	9 581	76 248
Gambie [#]	451	433	65 720	66 604	468	67 072
Géorgie						
Allemagne						
Ghana					6 686	6 686
Grèce					305 321	305 321
Guatemala*	12 458	11 938	225	24 621	12 903	37 524
Guinée*	451	867		1 318	468	1 786
Guinée-Bissau [#]	451	433	145 389	146 273	468	146 741
Guyana						
Haïti	1 393			1 393	1 448	2 841
Saint-Siège						

Annexe I (suite)

PARTIE ADMINISTRATIVE DU BUDGET
CONTRIBUTIONS ASSIGNEES RESTANT DUES
(en francs suisses)

Situation au 30 septembre 2015						
Etats Membres	2014	2013	Années antérieures	Total	2015	Total général
Honduras					766	766
Hongrie					14	14
Islande					12 903	12 903
Inde						
Iran (République islamique d')	134 522			134 522	170 375	304 897
Irlande						
Israël						
Italie					310 012	310 012
Jamaïque*	5 082	5 989		11 071	5 280	16 351
Japon						
Jordanie					10 518	10 518
Kazakhstan						
Kenya					6 066	6 066
Kirghizistan ¹			3 648	3 648	937	4 585
Lettonie						
Lesotho					468	468
Libéria ^{#,2}	451		10 286	10 737	468	11 205
Libye	34 784			34 784	67 963	102 747
Lituanie						
Luxembourg					38 751	38 751
Madagascar	1 393	173		1 566	1 448	3 014
Malawi*	902	239		1 141	937	2 078
Maldives					441	441
Mali					1 831	1 831
Malte					7 665	7 665
Iles Marshall					4	4
Mauritanie [#]	902	433	767	2 102	937	3 039
Maurice	5 983			5 983	6 217	12 200
Mexique					41 081	41 081
Micronésie (Etats fédérés de) [#]	451	433	433	1 317	468	1 785
Mongolie					1 448	1 448
Monténégro					2 385	2 385
Maroc					29 680	29 680
Mozambique						
Myanmar					26	26
Namibie						
Nauru [#]	451	433	433	1 317	468	1 785
Népal						
Pays-Bas						
Nouvelle-Zélande						
Nicaragua						
Niger [#]	902	867	59 496	61 265	937	62 202
Nigéria					43 052	43 052
Norvège					407 222	407 222
Pakistan						
Panama					11 649	11 649
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1 844			1 844	1 916	3 760
Paraguay						
Pérou					6 487	6 487
Philippines					73 711	73 711
Pologne						
Portugal						
République de Corée						
République de Moldova						
Roumanie						
Rwanda*	902	433		1 335	937	2 272
Saint-Vincent-et-les Grenadines*	451	433		884	468	1 352
Samoa					26	26
Sénégal						
Serbie					12	12
Seychelles						

Annexe I (suite)

PARTIE ADMINISTRATIVE DU BUDGET
CONTRIBUTIONS ASSIGNEES RESTANT DUES
(en francs suisses)

Situation au 30 septembre 2015						
Etats Membres	2014	2013	Années antérieures	Total	2015	Total général
Sierra Leone [#]	451	433	4 634	5 518	468	5 986
Slovaquie						
Slovénie						
Somalie [#]	451	433	7 048	7 932	468	8 400
Afrique du Sud					177 997	177 997
Soudan du Sud [#]	1 844	1 300	1 300	4 444	1 916	6 360
Espagne					1 422 659	1 422 659
Sri Lanka					11 966	11 966
Soudan ^{#,2}	4 590	4 255	20 589	29 434	4 769	34 203
Suriname					19	19
Swaziland					1 448	1 448
Suède					459 387	459 387
Suisse						
Tadjikistan	537			537	1 448	1 985
Thaïlande						
Ex-République yougoslave de Macédoine						
Timor-Leste						
Togo	451	390		841	468	1 309
Trinité-et-Tobago						
Tunisie						
Turquie						
Turkménistan					1 289	1 289
Ouganda ^{#,2}	2 746		141 911	144 657	2 853	147 510
Ukraine	23 028			23 028	47 395	70 423
Royaume-Uni					1 239 169	1 239 169
République-Unie de Tanzanie	4 113			4 113	4 301	8 414
Etats-Unis d'Amérique					10 527 871	10 527 871
Uruguay					24 869	24 869
Vanuatu*	451	433		884	468	1 352
Venezuela (République bolivarienne du)*	288 910	134 035	5 156	428 101	300 041	728 142
Viet Nam						
Yémen					4 677	4 677
Zambie ¹			76 412	76 412	2 853	79 265
Zimbabwe						
Total	1 592 524	172 538	1 057 538	2 822 600	20 826 421	23 649 021

* Etat Membre tombant sous le coup de l'article 4 (nombre total : 9).

Etat Membre qui a perdu son droit de vote (nombre total : 16).

Note 1 : Etat Membre ayant conclu un échéancier de paiement et qui est à jour dans les paiements, dont le droit de vote a été rétabli (nombre total : 4).

Note 2 : Etat Membre ayant conclu un échéancier de paiement mais qui n'honore pas les obligations convenues, qui a perdu son droit de vote (nombre total : 3).

Le nombre total d'Etats Membres s'élève à 157.

Annexe II

ETATS MEMBRES DEBITEURS DE CONTRIBUTIONS ASSIGNEES A LA PARTIE ADMINISTRATIVE DU BUDGET
DONT LE MONTANT EST EGAL OU SUPERIEUR A LA SOMME DUE PAR EUX POUR LES DEUX ANNEES ECOULEES,
COMME INDIQUE A L'ARTICLE 4 DE LA CONSTITUTION
(en francs suisses)

Situation au 30 septembre 2015								
Etats Membres	2014	2013	Années antérieures	Total	Année au cours de laquelle l'Etat Membre est tombé sous le coup de l'art. 4	Echéancier de paiement	A jour dans les paiements	Droit de vote
Bolivie (Etat plurinational de) ¹			72 205	72 205	2008	72 205	oui	Rétabli
Cabo Verde [*]	451	433			2015	Aucun	s/o	Conservé
République centrafricaine [#]	451	433	866	1 750	2013	Aucun	s/o	Perdu
Tchad [#]	902	867	867	2 636	2014	Aucun	s/o	Perdu
Comores [#]	451	433	433	1 317	2014	Aucun	s/o	Perdu
République dominicaine ¹			388 263	388 263	2013	388 263	oui	Rétabli
Gabon [#]	9 221	5 989	51 457	66 667	2009	Aucun	s/o	Perdu
Gambie [#]	451	433	65 720	66 604	2003	Aucun	s/o	Perdu
Guatemala [*]	12 458	11 938	225		2015	Aucun	s/o	Conservé
Guinée [*]	451	867			2015	Aucun	s/o	Conservé
Guinée-Bissau [#]	451	433	145 389	146 273	2004	Aucun	s/o	Perdu
Jamaïque [*]	5 082	5 989			2015	Aucun	s/o	Conservé
Kirghizistan ¹			3 648	3 648	2013	3 648	oui	Rétabli
Libéria ^{#,2}	451		10 286	10 737	2008	10 286	non	Perdu
Malawi [*]	902	239			2015	Aucun	s/o	Conservé
Mauritanie [#]	902	433	767	2 102	2014	Aucun	s/o	Perdu
Micronésie (Etats fédérés de) [#]	451	433	433	1 317	2014	Aucun	s/o	Perdu
Nauru [#]	451	433	433	1 317	2014	Aucun	s/o	Perdu
Niger [#]	902	867	59 496	61 265	2007	Aucun	s/o	Perdu
Rwanda [*]	902	433			2015	Aucun	s/o	Conservé
Saint-Vincent-et-les Grenadines [*]	451	433			2015	Aucun	s/o	Conservé
Sierra Leone [#]	451	433	4 634	5 518	2011	Aucun	s/o	Perdu
Somalie [#]	451	433	7 048	7 932	2011	Aucun	s/o	Perdu
Soudan du Sud [#]	1 844	1 300	1 300	4 444	2014	Aucun	s/o	Perdu
Soudan ^{#,2}	4 590	4 255	20 589	29 434	2011	8 330	non	Perdu
Ouganda ^{#,2}	2 746		141 911	144 657	2010	141 911	non	Perdu
Vanuatu [*]	451	433			2015	Aucun	s/o	Conservé
Venezuela (République bolivarienne du) [*]	288 910	134 035	5 156	428 101	2015	Aucun	s/o	Conservé
Zambie ¹			76 412	76 412	2009	76 412	oui	Rétabli
Total	335 224	171 975	1 057 538	1 564 737	–	701 055	–	–

* Etat Membre tombant sous le coup de l'article 4 (nombre total : 9).

Etat Membre qui a perdu son droit de vote (nombre total : 16).

Note 1 : Etat Membre ayant conclu un échéancier de paiement et qui est à jour dans les paiements, dont le droit de vote a été rétabli (nombre total : 4).

Note 2 : Etat Membre ayant conclu un échéancier de paiement mais qui n'honore pas les obligations convenues, qui a perdu son droit de vote (nombre total : 3).